



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL
DE SINGAPOUR

N° 49 (2021)

Faits saillants

- ❖ Région : croissance de 5,2% en 2022 dans l'ASEAN-6
- ❖ Thaïlande : Ford va investir 900 M USD
- ❖ Laos : inauguration du chemin de fer Chine-Laos

Région

Croissance attendue à 5,2% en 2022 dans l'ASEAN-6

Selon DBS, les économies d'Asie du Sud-Est devraient connaître une réouverture graduelle de leurs économies en 2022, en lien avec la forte progression de leur couverture vaccinale, qui se traduirait par une reprise de +5,2% dans l'ASEAN-6 (ID, MY, PH, SG, TH et VN), après +3,8% en 2021. La normalisation de l'activité contribuerait à raviver la demande domestique tandis que l'ouverture des frontières conduirait à davantage de recettes touristiques. En dépit des craintes sur l'inflation, celle-ci devrait rester sous contrôle selon DBS, permettant aux banques centrales de préserver quelques marges de manœuvre. Outre les risques d'apparition de nouveaux variants ou des effets du resserrement monétaire aux Etats-Unis, DBS rappelle également que le contexte politique pourrait peser sur la reprise, avec la tenue prochaine d'élections aux Philippines (mai 2022), en Thaïlande (début 2023) et en Malaisie (mi-2023).

L'inflation atteindrait 2,7% dans l'ASEAN en 2022 selon Bank of America, au plus haut depuis 10 ans

D'après Bank of America (BofA), l'inflation atteindrait un plus haut en dix ans l'an prochain en Asie du Sud-Est, ouvrant possiblement la voie à de futurs resserrements des banques centrales. La hausse des prix de l'énergie et la reprise de la demande intérieure contribueraient à augmenter les prix dans la zone, l'inflation moyenne pouvant atteindre 2,7% en 2022, contre 2,2% cette année, avec une hausse marquée au Vietnam et en Indonésie. Au niveau mondial, l'inflation atteindrait 4,3% selon BofA.

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

37 Md\$

Estimation de la perte de richesse due à la crise au Vietnam selon la Commission économique centrale



Indonésie

Adoption d'une loi sur l'équilibre budgétaire entre État et collectivités (HKPD)

La loi HKPD vise à améliorer la capacité de collecte fiscale, et à permettre la mise en œuvre d'ici 2 ans d'un système simplifié de taxation à l'échelle locale, en diminuant le nombre de taxes de 16 à 14, et le nombre d'impôts et redevances de 32 à 18. Elle prévoit également une réforme des transferts financiers de l'État vers les collectivités d'ici à 2023 avec la mise en place de mécanismes de réduction des inégalités inter-régionales et une augmentation du montant de certains transferts. La diminution du nombre de dispositifs fiscaux ne devrait toutefois pas entraîner de réduction des ressources des collectivités. Selon une étude de l'administration fiscale basée sur les données de la période 2016-2019 et prenant en compte la croissance économique régionale, la réforme devrait être accompagnée d'une augmentation de leurs ressources propres de 7,6% en moyenne (+22,7% pour les régences, +16,3% pour les municipalités, -2,1% pour les provinces).

Souscription de la BAsD lors de l'introduction en bourse de Cimory

Lors de son introduction en bourse, l'entreprise laitière PT Cisarua Moutain Dairy (Cimory) a levé 3 660 Mds IDR (255 M USD), dont 60 Mds IDR (4 M USD) auprès de la BAsD. Selon la BAsD, la souscription vise à soutenir l'accroissement de la capacité de production de Cimory (produits laitiers, viandes transformés, produits à base d'œufs) pour diminuer la dépendance de l'Indonésie aux importations et renforcer l'accès à une alimentation nutritive et aux produits d'origine animale dans l'archipel. Selon l'entreprise laitière, la levée de fonds vise notamment à financer le développement de son réseau de distribution d'ici à 2024, afin de permettre une couverture complète de l'île de Java et des principaux centres économiques des îles de Sumatra, Kalimantan, Sulawesi et Papua.

L'Autorité des services financiers (OJK) autorise l'émission d'actions à droits de vote multiples par les entreprises de la tech

L'OJK met en place une nouvelle réglementation autorisant les actions à droits de vote multiples pour les entreprises de la tech, afin de favoriser l'introduction en bourse des start-ups et de renforcer l'attractivité de la bourse indonésienne pour les investisseurs. Pour être éligibles à l'émission d'action à droit de vote multiple, les entreprises doivent disposer d'un minimum d'actifs de 2 000 Mds IDR (139 M USD) et enregistrer un taux croissance annuel moyen de leurs chiffres d'affaires de minimum 30% sur les trois dernières années. Les droits de vote multiples sont conférés pour une période maximale de 10 ans à compter de l'émission des actions, renouvelable une fois sur approbation des actionnaires indépendants lors de l'assemblée générale des actionnaires.

Malaisie

Déploiement de la 5G

Après la mise en place de *Digital Nasional Bhd (DNB)*, entreprise relevant du ministère des Finances, destinée à déployer un seul réseau 5G dont les capacités seront louées aux exploitants de téléphonie mobile, la Malaisie avance dans le déploiement de la 5G. Début 2022, seront lancés les premiers essais à Kuala Lumpur, Putrajaya et Cyberjaya et les entreprises participantes n'auront rien à déboursier. Si le modèle économique exact de DNB reste à définir, les premières indications quant aux coûts d'accès à ce nouveau réseau sont jugées très favorables par les futures entreprises utilisatrices.

Développement du secteur ferroviaire

Lors de la récente visite du Premier ministre malaisien à Singapour (29 novembre), la relance du projet de ligne à grande vitesse, sur des « bases entièrement nouvelles », a été évoquée. Le Conseil des ministres devait examiner ce projet le 2 décembre mais aucune information n'a été communiquée depuis. En revanche, le projet RTS (Johor Bahru-Singapour) se poursuit, bien qu'avec du retard et des surcoûts, tout comme la construction du MRT2 (*Putrajaya Line*). Le projet du MRT3 (*Klang Valley Circle Line*) est reporté pour raisons budgétaires, tandis que le projet de *East Coast Rail Link*, d'inspiration chinoise, continue. La ligne à grande vitesse Kunming-Vientiane (1 000 km, 6 Mds USD, détenue à 70% par Pékin) a été inaugurée le 2 décembre. Pékin l'a conçue comme le premier tronçon d'une liaison destinée à rejoindre Singapour via Bangkok et Kuala Lumpur.

Genting Cruise Lines : reprise des activités le 22 décembre

Star Cruises, filiale de *Genting Cruise Lines*, reprend ses activités au départ de Penang, premier signe positif pour le groupe malaisien. De fait, hormis les plantations de palmiers à huile, les activités de Genting ont durement été affectées (croisières maritimes et fluviales, chantiers navals en Allemagne, hôtellerie, casinos et parcs d'attraction). Sa diversification géographique – Asie, Amérique du Nord et Europe – n'a pas suffi. L'entreprise a géré sa dette pendant la crise, afin de passer le cap. Malgré des résultats négatifs au T3 2021, les analystes s'accordent sur une amélioration de la situation du groupe en Malaisie et à Singapour dès le T4 2021, déjà notable pour ses activités aux Etats-Unis.

Singapour

Renforcement du partenariat UE-Singapour sur le commerce numérique

Le Vice-président exécutif de la Commission européenne et commissaire européen au Commerce, Valdis Dombrovskis, et le ministre chargé des Relations Commerciales de Singapour, S Iswaran, se sont engagés en faveur d'un renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine du commerce numérique, à l'issue du comité conjoint de suivi de l'accord commercial UE/Singapour, entré en vigueur en novembre 2019. Ils ont chargé leurs équipes respectives d'entamer des discussions au niveau technique pour identifier les éléments pertinents de mise en œuvre de leur vision commune pour l'économie numérique. Ces discussions doivent permettre de développer davantage les échanges et investissements bilatéraux afin que les travailleurs et entreprises, en particulier les PME, bénéficient des opportunités de l'économie numérique mondiale.

Système financier qualifié de résilient par la MAS dans un contexte qui demeure incertain

Le 6 décembre, l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) a publié sa revue annuelle de la stabilité financière pour l'année 2021, qui évalue notamment les risques pesant sur le système financier. La MAS a ainsi indiqué la bonne tenue des indicateurs de vulnérabilité du secteur financier en 2021 et ce, en dépit des effets de la crise de Covid-19. Dans le secteur bancaire, le rapport indique en particulier que les banques ont conservé des actifs de qualité et sont restées suffisamment capitalisées. Le ratio de créances douteuses est resté peu élevé en fin d'année, autour de 2,2% au T3-2021. Malgré ce constat globalement positif, la MAS a appelé le secteur financier à la prudence et à la vigilance compte-tenu des incertitudes liées au contexte sanitaire et à la hausse des taux d'intérêt. Le rapport évoque également les nouveaux risques liés au changement climatique et à l'utilisation croissante des cryptoactifs.

Des compétences jugées prioritaires pour l'économie singapourienne

L'économie numérique, l'économie verte et l'économie des soins sont des domaines à forte croissance offrant des opportunités de progression de carrière à long terme pour les travailleurs singapouriens, selon un rapport de l'agence nationale SkillsFuture Singapore (SSG), présenté par le ministre de l'Éducation, Chan Chun Sing. Au sein de ces trois secteurs, SSG a également identifié les 20 groupes de compétences jugées comme prioritaires. Des compétences en nouvelles technologies, ingénierie des données ou en Internet des objets (IoT) sont ainsi jugées essentielles pour l'accomplissement de métiers à forte intensité technologique. Dans le domaine de l'économie verte, Chan a en outre déclaré que plus de 450 postes dans 17 secteurs nécessitent des compétences dans le développement durable, qu'elles soient dans la conception de processus écologiques, la mesure de l'empreinte carbone ou de la durabilité.

Vietnam

La moindre performance du PIB a entraîné une perte de 37 Mds USD au cours des 2 dernières années

Lors du Forum économique du Vietnam 2021, le vice-président de la Commission économique centrale a estimé que la croissance du PIB du pays a atteint 2,9% en 2020 contre 7% en 2019 et pourrait n'atteindre que 2,5% cette année, soit une perte de 37 Mds USD au cours des 2 dernières années. Quatre secteurs moteurs de croissance devraient être soutenus selon lui : investissements, exportations, consommation domestique et transition numérique. L'État aurait versé environ 19,5 Mds USD pour soutenir l'économie face à l'épidémie de Covid-19, soit 5,5% du PIB de 2021 selon l'économiste de la BIDV. Concernant le programme de relance pour 2022-2023, le Directeur de l'Académie des sciences sociales du Vietnam (VASS) estime qu'il faudrait déployer 29 Mds USD, soit 8% du PIB de 2020, afin de soutenir le système de santé (3,3 Mds USD), le bien-être social (2,5 Mds USD), les entreprises (10,7 Mds USD) et les investissements publics (12,6 Mds USD).

Proposition d'autorisation des investissements privés dans les projets de transmission électrique

Le gouvernement a proposé à l'Assemblée nationale que le secteur privé soit autorisé à investir dans des projets de transmission électrique dont l'État détient actuellement le monopole. Si cette proposition est approuvée, tous les secteurs économiques, y compris les investisseurs étrangers, seraient autorisés à investir dans le développement de lignes de transmission, y compris les lignes importantes comme les lignes Nord - Sud de 500 kV.

Application de droits antidumping par le Département du Commerce américain au miel vietnamien

Le Département du Commerce (DOC) des États-Unis vient d'annoncer l'application des droits antidumping élevés pour le miel vietnamien. Le taux d'imposition général imposé à tous les exportateurs de miel du Vietnam est de 412,49%, deux fois supérieur au taux de 207% initialement proposé par l'Association américaine des producteurs de miel (American Honey Producers Association).

Thaïlande

Signature de la Déclaration d'intention pour une coopération dans le domaine du Transport entre la France et la Thaïlande

La Déclaration d'intention entre la Thaïlande et la France en vue de développer la coopération dans le domaine des transports a été signée le 8 décembre 2021 à Bangkok par le ministre des Transports thaïlandais et l'Ambassadeur de France en Thaïlande pour le Ministre délégué auprès de la ministre de la Transition écologique, chargé des Transports. Cette déclaration, préparée depuis plusieurs années, permet de renouveler un précédent cadre de coopération qui portait sur le ferroviaire en l'élargissant à de nouveaux domaines comme les transports urbains, la mobilité durable, le transport multimodal, la logistique, le transport maritime, le déploiement de contrats de partenariat public-privé (PPP), ainsi qu'à une priorité particulière donnée à la coopération bilatérale en matière de sécurité routière. Cette signature intervient à un moment charnière de l'histoire économique de la Thaïlande. Alors que son économie a subi de plein fouet la crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid 19 (deuxième plus forte contraction économique en ASEAN après les Philippines en 2020) en raison notamment de sa forte dépendance au tourisme international, la Thaïlande cherche de nouveaux relais de croissance en accélérant le développement et la modernisation de ses infrastructures afin de renouer avec un sentier de croissance supérieur à 3% à moyen terme, et un développement soutenable à long terme. Dans ce contexte, cette déclaration fixe un cadre de travail renouvelé qui permettra aux acteurs français, tant publics que privés, d'accompagner la Thaïlande dans ses ambitions de développement.

Prévision d'inflation de 2,4% en 2022

Le ministère du Commerce prévoit une accélération de l'inflation en 2022 : +2,4% contre +1,2% en 2021. Cette anticipation s'appuie sur une hypothèse de croissance de 3,5 à 4,5% l'année prochaine, avec des prix du pétrole brut oscillant entre 63 et 73 USD le baril et un taux de change compris entre 31,5 et 33,5 THB pour un dollar américain. L'inflation résulterait d'une hausse marquée de la demande, tant au niveau domestique qu'international, en lien avec la reprise du tourisme, la robustesse des exportations et les mesures gouvernementales de soutien à la consommation. Parallèlement, la reprise économique au niveau mondial devrait exercer une pression à la hausse sur les prix de l'énergie. Ces prévisions ne prennent toutefois pas en compte les effets potentiels du nouveau variant Omicron sur l'économie de la Thaïlande. Certains analystes comme la banque Kasikorn anticipent déjà plusieurs scénarios possibles, avec comme scénario de base un taux de croissance à 3,7% et dans le pire des cas un taux à 2,8% (en cas notamment de nouvelles mesures de confinement), ce qui affecterait de facto à la baisse la demande et par conséquent le niveau d'inflation.

Ford annonce 900 M USD d'investissements

Le constructeur automobile américain Ford prévoit d'investir 900 M USD en Thaïlande afin de moderniser ses usines de production de « pickup » Ranger et de véhicules utilitaires de sport Everest. Le plan d'investissement comprend le doublement du nombre de robots (pour environ 500 M USD) et la modernisation du réseau des chaînes de distribution (400 M USD). En outre, Ford prévoit d'ajouter un deuxième quart de travail dans ses usines, ce qui devrait entraîner la création de 1 250 emplois supplémentaires, portant le nombre d'employés du groupe Ford en Thaïlande à 9 000. Cet investissement renforce la position de la Thaïlande dans la chaîne de production du groupe alors que ce dernier a décidé de fermer trois de ses usines au Brésil et d'arrêter sa production en Inde. Pour rappel, la Thaïlande est le 4^{ème} plus important pôle d'assemblage et d'exportations de voitures en Asie, l'industrie automobile contribuant à 12% du PIB et des emplois manufacturiers en Thaïlande.

Philippines

Baisse du taux de chômage au mois d'octobre 2021

D'après l'Autorité philippine des statistiques (PSA), le taux de chômage de l'archipel s'établit à 7,4% au mois d'octobre 2021, contre 8,9% un mois plus tôt. Cela représente 3,5 M de personnes sans emploi au mois d'octobre, contre 4,2 M le mois précédent. Le taux de chômage d'octobre était le troisième plus bas enregistré cette année, après les 7,1% enregistrés en mars et 6,9% en juillet. Le taux de sous-emploi a cependant augmenté, passant de 14,2% au mois de septembre à 16,1% au mois d'octobre.

Révision à la hausse des prévisions de croissance par la Banque mondiale

Dans son rapport Philippines Economic Update de décembre 2021, la Banque mondiale revoit les prévisions de croissance pour l'archipel à la hausse sur la période 2021-2023. Pour cette année, la Banque prévoit une croissance de 5,3% contre 4,3% lors de son estimation précédente, notamment grâce à la bonne performance de l'économie au T3 2021 (7,3% contre 4,8% estimés par la Banque). Elle anticipe une croissance de 5,9% en 2022 (contre 5,8% précédemment) et de 5,7% en 2023 (contre 5,5%). Ces projections reposent cependant sur l'hypothèse d'une situation sanitaire sous contrôle assortie de la réouverture de l'économie. La Banque mondiale fait également part des conséquences néfastes sur la croissance à long terme de la fermeture définitive de 10% des entreprises pendant la crise sanitaire, ainsi que des pertes d'emplois, de revenus et de compétences liées.

Baisse des IDE au T3-2021

Le total des investissements étrangers (IDE) approuvés au T3-2021 a atteint 333,7 M USD, en baisse de 45,8% en glissement annuel. Pour rappel, les IDE approuvés avaient atteint 388 et 444,6 M USD respectivement au T1 et T2-2021. Les engagements d'IDE pour le T3 2021 proviennent principalement du Japon (66,4%), des Pays-Bas (9,2%) et des îles Vierges britanniques (4,2%). Toujours sur la même période, l'industrie manufacturière est le plus gros réceptacle d'IDE avec 65,5% du total des promesses d'investissement, suivi des activités immobilières avec 16%, et des activités de services administratifs et de soutien avec 14,2%.

Cambodge

Soutien de la BAsD pour stimuler une reprise économique durable

Le ministère de l'Economie et des Finances et la Banque asiatique de Développement (BAsD) ont signé plusieurs accords de financement, portant au total sur 332,1 M USD, destinés à aider le Cambodge à surmonter l'impact de la pandémie de coronavirus. Ces 4 accords visent à financer un projet de sécurité sanitaire de la sous-région du Grand Mékong (GMS) pour 30 M USD, un projet d'infrastructures durables dans des villes moyennes pour 180 M USD, un projet d'amélioration du réseau routier (phase 2) pour 82,1 M USD et un projet de développement inclusif du secteur financier pour 40 M USD.

Fin de la délivrance de licences aux institutions de dépôt de microfinance

La Banque nationale du Cambodge (BNC) a annoncé le 6 décembre sa décision de ne plus délivrer de nouvelles licences aux institutions de dépôt de microfinance. La prolifération des institutions de microfinance, très nombreuses au Cambodge, a été souvent associée à un endettement parfois excessif des ménages, surtout en zone rurale. La banque centrale invite par ailleurs les investisseurs dans le secteur financier à investir dans les établissements existants et encourage leur fusion en vue de fournir des services de qualité, efficaces et abordables aux entreprises et aux particuliers.

Le Cambodge approche l'OMC pour préparer sa sortie de la liste des PMA

Le Cambodge a demandé à l'Organisation Mondiale Commerce de réaliser une étude approfondie afin de définir sa stratégie de sortie du groupe des pays les moins avancés (PMA). Une délégation cambodgienne du ministère de Commerce a formulé cette demande le 2 décembre à Genève lors d'une rencontre avec Stephen Fevrier et Eloï Laourou, conseillers de la directrice générale de l'OMC Mme Ngozi Okonjo-Iweala. Il s'agit notamment de compenser la perte de préférences commerciales liées au statut de PMA par une diversification des marchés d'exportation via des accords de libre-échange bilatéraux et multilatéraux.

Laos

Après 5 ans de travaux, le chemin de fer Chine-Laos a été inauguré le 3 décembre

Le président Thongloun Sisoulith et son homologue chinois, Xi Jinping, ont inauguré le chemin de fer Chine-Laos lors d'une cérémonie en ligne vendredi 3 décembre. D'un montant de 5,9 Mds USD, ce projet coûteux et techniquement complexe en raison d'un relief accidenté facilitera grandement la connectivité entre Vientiane et le nord du pays, puis au-delà vers Kunming (Yunnan) lorsque la Chine s'ouvrira à nouveau. Il apporte un espoir de diversification économique aux provinces septentrionales du pays (développement des échanges commerciaux, facilitation des déplacements touristiques, création d'activités dans les zones économiques projetées le long du chemin de fer). Les tarifs, fixés en yuans, ont été publiés à la veille de l'ouverture et la fréquence des trains est actuellement réduite en raison de la situation sanitaire. A long terme, une prolongation vers la Thaïlande continue d'être envisagée.

Lancement du projet logistique Thanaleng Dry Port (TDP) - Vientiane Logistics Park (VLP)

Sur 382 hectares faisant l'objet d'une concession de 50 ans, ce projet annoncé pour atteindre un montant total de 727,4 M USD est un élément clé de la stratégie logistique nationale. Il se divise en 2 composantes: un port sec, dont la construction a été estimée à 180 M USD et une zone logistique complète (547 M USD). Commencé en décembre 2020, ce projet devrait être achevé d'ici 2 ans. Le port sec doit être relié au chemin de fer Laos-Chine, en vue notamment de transporter du fret vers les marchés européens par voie ferrée.

Birmanie

Baisse des échanges de 18%

Selon les statistiques du ministère du Commerce, le total des échanges pour l'année fiscale 2021 a baissé de 18% avec une chute de 23% pour les importations et de 13% pour les exportations, générant pour la première fois depuis 10 ans un excédent commercial (+ 657 M USD). Plus particulièrement, les exportations de textile ont baissé de 25% alors que celles de produit agricoles ont augmenté de 24%. Les importations de produits pétroliers raffinés se sont inscrites en baisse de 16%.



Le gouvernement en exil s'attaque à nouveau à MOGE

Après avoir préconisé des sanctions à l'encontre de l'opérateur pétrolier national *Myanmar Oil and Gas Entreprise*, le *National Unity Government* (NUG), cabinet fantôme en exil formé en réponse au coup d'Etat, a publié un décret le 1^{er} décembre relevant de ses fonctions l'actuel directeur général de la société. Les attributions de ce dernier sont supposées être transférées au vice-ministre de l'Electricité et de l'Energie du NUG.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Eva THACH, Raphaël BADR

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun, Phnom Penh et de l'Antenne de Vientiane

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication



Pour s'abonner : leonore.marteville@dgtrésor.gouv.fr ; eva.thach@dgtrésor.gouv.fr